

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 105 (1960)
Heft: 7

Artikel: La guerre subversive et la structure des armées [fin]
Autor: Bauer, E.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343004>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La guerre subversive et la structure des armées

(fin)

Tels sont les éléments négatifs du bilan que nous tentons d'établir concernant les conséquences de la guerre subversive sur le potentiel d'une nation. Dès l'instant où l'on n'a pas su la prévenir sur le plan politique, il convient d'accepter les servitudes et de purger les hypothèques créées de la sorte. D'autres éléments, en revanche, sont nettement positifs et méritent à leur tour d'être pris en considération.

Les troupes françaises qui ont passé la Méditerranée ressortissent à 15 divisions coiffées par les trois corps d'armée d'Oran, d'Alger et de Constantine. Mais une fraction seulement de cet imposant ensemble se trouve réellement au combat, à savoir les troupes qui montent la garde aux barrages de l'Est et de l'Ouest, dont la parfaite étanchéité importe essentiellement au succès final de cette guerre d'usure, et celles qui sont engagées dans les opérations d'assainissement qui, sous les dénominations de *Jumelles*, de *Topaze* ou d'*Emeraude*, ont pour théâtre les régions mal frayées de la Kabylie et du Nord Constantinois.

Certes, vis-à-vis de leurs adversaires de l'A.L.N., les Français jouissent d'une grosse supériorité numérique, tactique et technique. Mais, de leur côté, les fellaghas sont coriaces, sobres, accoutumés à la nature et au climat particuliers de la région, aptes au surplus à disparaître au sein d'une population assez dense. Aussi bien, les forces de l'ordre demeureraient-elles incapables de jouer les atouts que leur fournissent le nombre, l'organisation, l'instruction et l'armement, si le commandement ne disposait pas d'une infanterie robuste, bonne marcheuse, agile, silencieuse et capable d'utiliser ses armes avec une efficacité maximum et dans des délais minimum ; autrement, elle remporterait autant de succès que les légendaires carabiniers d'Offenbach.

Dans ces actions qui ressortissent ordinairement à la guerre de montagne et parfois de la guerre en forêt, les meneurs du jeu ne sont ni les généraux ni même les colonels. Bien souvent, c'est le premier accrochage qui décide de la partie, et les plans les mieux établis peuvent être mis en échec par l'imprudence d'un sergent-chef ou par la négligence d'un commandant de compagnie. Or en raison du caractère particulier de la guerre révolutionnaire, il a fallu déployer des effectifs très considérables, faire appel au contingent et à cet effet utiliser à plein les ressources humaines fournies par le cadre de réserve.

Depuis vingt ans, la plupart des auteurs français qui ont traité des tragiques événements de mai-juin 1940 et qui ont cherché à déterminer les causes de la catastrophe, ont insisté comme à l'envi sur la médiocre tenue au feu des formations de réserve; ils attribuaient cette carence à l'inaptitude au commandement et au défaut d'autorité des sous-officiers et officiers subalternes de cette origine. Quoi qu'il en soit de cette opinion, l'évolution des événements d'Algérie démontre qu'on ne saurait plus porter pareil jugement sur l'armée française de 1960. Dans des circonstances qui réclament aux petits gradés plus de décision, d'initiative et de vigilance que la guerre classique, le cadre de réserve s'est, dans l'ensemble, fort bien comporté.

Dans tel ou tel cas, la lecture des communiqués suffit à révéler qu'ont été commises des fautes qui se traduisent par l'égorgement d'un groupe. Ici ce sont des sentinelles qui se sont laissé surprendre; là c'est un *command-car* qui est tombé dans une embuscade. Mais ces cas se raréfient. A la cruauté de la sanction qui frappe la négligence et l'étourderie, correspond dorénavant la vigilance de tous et de chacun. Dans ces conditions, faisait remarquer le général de Gaulle au cours d'une conférence de presse, les rebelles tuent moins de Français au cours d'une semaine, que les chauffards du week-end.

Ces faits contrôlés par la statistique établissent que

l'instruction et l'éducation militaires données depuis quelque dix ans aux recrues et aux élèves sous-officiers et officiers, répondent à ce qu'on est en droit d'attendre d'elles. Mais encore on ne parviendrait pas à ce résultat si le cadre actif, du haut en bas de l'échelle hiérarchique, ne recourait pas quotidiennement à cette indispensable et infaillible méthode pédagogique qui s'appelle l'exemple.

Preuve en soit ces 36 jeunes officiers, fils de généraux, tombés au champ d'honneur d'Indochine ou d'Afrique du Nord, depuis 1950. Dans ses mémoires rédigés sous la Restauration, le général baron Marbot vibre encore d'indignation quand, décrivant la bataille d'Essling, il nous rapporte la mission dangereuse dont le chargea le maréchal Masséna, alors que c'était au tour de son fils de galoper sous les boulets autrichiens... Aujourd'hui, de même qu'en 1914, on n'est plus l'aide de camp de papa, mais l'on sert dans la troupe à son rang et, de préférence, dans l'infanterie. L'on comprendra dès lors que la troupe étant l'image du chef, elle ait fait bonne figure à l'épreuve du combat.

L'armée d'Algérie compte à son ordre de bataille deux divisions aéroportées, numérotées 10^e et 25^e. A vrai dire, le relief et la couverture de la région ne se prêtent pas aux opérations verticales de grande envergure, telle que la descente admirablement réglée et prestement exécutée, le 5 novembre 1956, de la 10^e D.I. aéroportée sur Port-Fouad. Mais si les parachutistes ne sautent guère dans les djebels, ils n'en sont pas moins astreints à un entraînement physique très poussé et à une instruction spéciale qui leur permet d'assumer les missions de combat les plus dures comme aussi les plus délicates. D'aucuns prétendent qu'ils forment une armée dans l'armée, et les qualifient de prétoriens ; nous écrirons tout simplement que l'esprit de corps qui les anime, fait des « paras » un instrument militaire de haut rendement.

En 1944, l'armée française comptait un régiment de parachutistes, placé sous les ordres du colonel Jacques Faure, aujourd'hui général de division. En 1960, on dénombrerait

quelque 175 000 réservistes de l'infanterie aéroportée, la plupart anciens combattants d'Indochine ou d'Algérie, et, chaque année, 15 000 recrues conquièrent l'insigne envié de cette spécialité. On voit ce que cela veut dire : l'un dans l'autre, la France compte actuellement plus de parachutistes confirmés par l'expérience de la guerre que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Dans les massifs accidentés de la Kabylie et des Aurès, c'est à l'hélicoptère que l'on recourt ordinairement pour procéder à l'encercllement vertical des bandes rebelles, en occupant le ou les cols qu'elles tenteraient d'utiliser pour gagner le large. Selon un reportage que nous avons sous les yeux, le *Sikorski H 34* emporterait un groupe de huit hommes à 215 kmh., et leur fournirait l'appui de ses armes de bord. Certes, pareille tactique ne serait pas praticable en présence d'un adversaire disposant d'une aviation et d'armes anti-aériennes en nombre suffisant. Nous croyons, toutefois, que, dans les circonstances de la guerre atomique et de la guerre en montagne, des cas pourraient se présenter, recommandant l'engagement de tels « commandos héliportés » dont l'instruction et l'organisation ne s'improvisent pas.

Depuis des années, la question de l'avion spécialisé dans la guerre subversive est à l'ordre du jour en France, et suscite des discussions qui vont jusqu'à la polémique. Jusqu'ici on s'est contenté pour appuyer les troupes au sol, soit d'appareils périmés, soit d'avions d'entraînement T6 et T28 achetés aux Etats-Unis. Cette attitude s'explique par un souci d'économie bien compréhensible de la part des responsables politiques et militaires de la Défense nationale. Quelle que soient les caractéristiques de tel ou tel prototype préconisé à cette intention, on peut se demander, effectivement, s'il convient de se lancer à grands frais dans des constructions aéronautiques dont l'intérêt prête à discussion, en cas de conflit généralisé. Notons, au surplus, qu'un bombardier anti-guérilla, bien armé, mais de faible vitesse, trouverait peu de clients hors de France, et qu'on

ne le voit guère bénéficier des commandes *off shore* du Trésor américain. Aussi bien, la réponse à la question posée de la sorte, semble-t-elle devoir être négative.

Dans tous les cas, la tactique de la guérilla a naturellement pour conséquence la décentralisation de l'action aérienne au profit des troupes terrestres. De part et d'autre du Rideau de fer, l'aviation constitue l'arme du commandant de Groupe d'armées ou de Front, comme on dit à Moscou. En Afrique du Nord, chacun des trois commandants de Corps d'armée dispose en propre d'un certain nombre d'escadres destinées à l'appui au sol. En opérations, il appartient au commandant de régiment, voire au chef de bataillon, de diriger et de contrôler l'emploi du détachement d'aviation qui lui est attribué de cas en cas. D'où les liens multiples et serrés qui se sont établis techniquement, tactiquement et moralement entre l'aviateur et le fantassin français. Chacun d'eux a appris à connaître par l'expérience les méthodes de l'autre, ses possibilités, ses difficultés et les délais que son action demande avant de se déployer.

D'autre part, par la création de l'A.L.A.T., c'est-à-dire de l'aviation légère de l'armée de terre, le Haut-Commandement a mis à disposition de la « piétaille » des batteries d'artillerie ailée et des colonnes de véhicules volants directement aux ordres de l'usager. Comme on voit, le principe de l'« air intégral » qui, naguère, faisait dire à Hermann Goering : « Tout ce qui vole est à Moi ! », comporte désormais de notables exceptions. Et c'est logique, car il n'y a pas plus de raison d'inscrire à l'ordre de bataille de l'aviation des hélicoptères et des *Piper Cubs* qu'il n'y en aurait à faire figurer des pontons du génie ou des engins amphibies dans la liste de la flotte. On raisonne de même aux Etats-Unis, et rappelons que, dans la nouvelle organisation militaire, nos Unités d'armée, elles aussi, encadreront organiquement un petit élément d'aviation légère.

Dernière remarque à ce sujet : rien d'utile n'eût jamais été réalisé dans ce domaine essentiel de la collaboration sol-

air, sans un perfectionnement perpétuel des appareils et des procédures de transmission radioélectrique. Or c'était en 1940, encore qu'on n'ait pas accoutumé de le souligner suffisamment, le point le plus faible de l'armée française. On mesure dès lors le progrès accompli depuis une quinzaine d'années, tant sur le plan technique que sur le plan tactique.

* * *

Ce que nous venons d'écrire concerne les troupes au combat, qui, comme chacun sait, ne sont pas les plus nombreuses. Quant à l'autre fraction de l'armée d'Algérie, elle se consacre au « quadrillage » du territoire, soit à des missions plus ou moins statiques d'occupation, d'administration, de surveillance, de contrôle, de construction, etc., qui n'ont qu'un rapport assez lointain avec la guerre, tels ces 1400 soldats et sous-officiers qui tiennent des écoles dans les villages, et les tiennent fort bien, quant au reste, comme nous l'avons nous-même constaté.

Ne déduisons pas de l'énumération de ces besoins paramilitaires que les troupes en stationnement à Constantine, Bougie, Orléansville et autres lieux se gâtent la main, et encore moins qu'elles croupissent dans la paperasse, l'inaction et l'ivrognerie. Somme toute, encore que peu virulent dans l'ensemble, le danger est endémique. Le moindre relâchement de la vigilance peut permettre à un tueur ou *fida* de s'infiltrer sans uniforme dans la ville ou dans le village et de s'y dissimuler en guettant patiemment l'occasion d'un mauvais coup. L'heure de l'anisette, l'ouverture du marché, la sortie des écoles, une manifestation sportive, autant d'objectifs pour un de ces attentats à la grenade ou à la mitrailleuse qui ne font aucune distinction entre l'homme en service et le permissionnaire, entre le civil et le militaire, entre l'Européen et le musulman.

Dans cette ambiance d'insécurité, l'homme comprend très vite que la violation des consignes ou leur exécution négligente, de même que le mauvais entretien de ses armes,

peuvent un jour ou l'autre lui coûter la vie. Le fellah qui pousse un bourricot dans une ruelle, peut très bien cacher une mitraillette sous son burnous ; le paquet ficelé sur le cadre d'une bicyclette abandonnée camoufle peut-être une bombe à retardement. Aussi bien, pour survivre, faut-il être discipliné, ponctuel, se tenir aux aguets et exercer son intelligence à pressentir le danger et à déjouer la menace à l'instant même où elle s'esquisse ; familièrement dit, il faut avoir les yeux derrière les trous. Dans l'instruction individuelle, cette préoccupation se traduit par l'entraînement au « tir instinctif », appelé aussi « tir de réflexe » et qui consiste en un coup par coup rapide, abattant l'adversaire dans la seconde où il se dévoile.

Toutes les armes participent à ces missions de sécurité et peuvent être appelées, en cas d'infiltrations de petites bandes de fellaghas, à tirer de leurs rangs des commandos de contre-guérilla. C'est ainsi que dans tel ou tel arrondissement d'Algérie, le maintien de l'ordre ressortira à un groupe d'artillerie ou à un groupe de D.C.A., évidemment sans canons. Faut-il admettre qu'en procédant de la sorte, on obtient de « mauvais fantassins » à partir de bons canonniers ? Cette opinion qui s'exprimait sous le pseudonyme de « Simplet », dans un numéro récent de la *Revue militaire d'information*, nous semble, à tout prendre, quelque peu outrancière dans son pessimisme, et comporte une contrepartie qui n'est pas négligeable.

En fait, nous verrions un certain avantage, si l'omniprésence de l'adversaire dans le cas de la guerre subversive, rappelait à nos camarades des armes savantes et techniques que leur tâche ne consiste pas seulement à bien placer une bulle entre les fils d'un collimateur ou à manipuler correctement un calculateur électronique, mais que, le cas échéant et dans des délais limités, ils pourraient se trouver dans le cas d'avoir à défendre leur position de batterie, leur colonne et leur P.C.T., à l'aide de ces moyens de combat beaucoup plus rustiques que constituent la grenade et la mitraillette.

Faute de quoi, la guerre atomique interdisant la formation de fronts continus, on risque de voir, un jour ou l'autre, des batteries d'*Honest John* ou de *Niké-Hercules* sabrées et enlevées par de simples sotnias de cosaques. Rappelons à ce propos comment les formations de parc du 45^e C.A.F. se virent contraintes de se faire interner en Suisse, le 17 juin 1940, faute de pouvoir opposer la moindre résistance aux patrouilles blindées de Guderian, remontant de Pontarlier sur Belfort...

Quant aux cadres de ces troupes d'occupation, placés en présence de tâches de sécurité et d'administration souvent délicates et parfois contradictoires, l'Algérie doit représenter pour eux une incomparable école d'appréciation de la situation et de décision. A tout le moins peuvent-ils, dans le bled, apprendre à faire leur part aux renseignements dont il est dit dans un vieux manuel de la marine américaine qu'ils sont « rarement complets, souvent inexacts et fréquemment trompeurs. » Bien entendu, la guérilla et la contre-guérilla, ainsi que l'« action psychologique » n'ont que peu de rapport avec la manœuvre de la guerre nucléaire. Elles n'en sont pas moins capables de signaler des chefs à l'intention de leurs supérieurs. Positives ou négatives, les expériences que l'on fera dans ce domaine, auront encore l'avantage de se montrer relativement peu onéreuses.

De l'avis du maréchal Juin, ancien commandant en chef des forces interalliées « Centre-Europe », le combat sous menace atomique auquel doivent se préparer toutes les armées modernes s'inscrit sous le signe d'une « stratégie nouvelle fondée sur de grands vides. » Ceci étant, à quelles conditions intellectuelles et morales devront répondre les chefs pour dominer cette nouvelle forme de guerre ?

Parmi ceux-ci, le vainqueur de Cassino établit une distinction de grand intérêt. Il y a, tout d'abord, ceux qui seront chargés de lancer le « javelot », c'est-à-dire ceux auxquels on confiera l'organisation et la conduite de la « force de frappe. » Celle-ci, constituée principalement à l'aide

de moyens techniques, agira, somme toute, à la manière d'un robot. Mais, parallèlement, il faut songer à ceux qui tiendront le « bouclier », soit à ceux qui auront pour mission de couvrir le territoire et de le préserver de l'invasion, « en rompant délibérément avec le principe des fronts continus ».

La mission des premiers se trouvera accomplie ou peu s'en faut, dès l'instant où ils auront appuyé sur le bouton déclenchant automatiquement la « force de frappe » qu'ils auront organisée et instruite et dont ils auront défini et reconnu les objectifs dès le temps de paix. Il n'en ira pas de même des seconds. Écoutons à leur sujet l'avis du maréchal Juin : « Pour ceux du bouclier, écrit-il en propres termes, c'est au contraire dans l'action même que devra s'affirmer leur personnalité, devant l'imprévu, devant la surprise causée par les destructions massives », car, comme il ne manque pas de le souligner : *ayant à tenir des fronts discontinus présentant une alternance de zones actives et de vides transformés en chambres de mort, ils auront plus que jamais à faire preuve de courage, d'autorité, d'imagination et de réflexes sûrs.*¹ »

Faut-il, comme le fait l'auteur de ces considérations si réalistes, tout à la fois, et si prévoyantes, faire entrer en ligne de compte la menace subversive qui viendrait en quelque sorte se greffer sur ce complexe atomique ? Pour des raisons que nous exposerons tout à l'heure, il nous semble que le nuage rouge qui naguère dominait l'horizon français est en train de se dissiper. A tout le moins, on peut émettre l'opinion que la disparition du front continu constituant l'une des caractéristiques essentielles de la guerre révolutionnaire, celle-ci développe dans la troupe qui lui fait face, toute une série de réflexes applicables à la guerre nucléaire.

La guerre d'Algérie, c'est aussi une guerre de « grands vides » au milieu desquels s'allument et brasillent puis

¹ *Figaro*, no du 30 avril 1960, p. 5. — Cet important article formera la conclusion d'un ouvrage que le maréchal Juin publiera sous peu aux « Editions du Conquistador » sous le titre : « Je suis soldat ».

s'éteignent dans l'espace d'une heure ou deux, de petits mais furieux combats de rencontre. Le feu pouvant surgir à l'improviste de tous les azimuts, il faudra donc que le chef soit en état de combattre dans toutes les directions, ce qui lui impose de prendre des dispositifs carrés, lesquels, toute proportion gardée, rappelleront l'organisation pentomique de la division d'infanterie américaine. Sous la menace du bombardement nucléaire, l'attaque ou la contre-attaque devra se restreindre à un espace de temps minimum. L'action antisubversive se trouve soumise au même impératif catégorique. Dans le premier cas, la décision aura dû être obtenue avant que l'ennemi ait pu faire intervenir ses moyens de destruction massive ; dans le second, avant qu'il se soit évanoui dans la nature.

Dans tous les deux, la mobilité constituera donc la condition essentielle du succès. Mais encore, chercher à l'obtenir à l'aide de matériels trop lourds, trop encombrants, trop voraces en munitions et carburant ou insuffisamment rustiques, équivaldrait à renoncer au bénéfice qu'elle confère. Le dosage des moyens, l'allégement des troupes et des trains, l'agilité intellectuelle des chefs et le fonctionnement impeccable des liaisons et transmissions y pourvoient plus avantageusement et plus économiquement. En un mot comme en cent, armes et méthodes qui réclament pour produire leur effet, de longs délais de calcul et de mise en place, et qui, de ce fait, se sont révélées inopérantes en guerre révolutionnaire, ne recouvreraient pas, dans une situation de la guerre atomique, beaucoup de leur efficacité primitive.

Les chefs de ce « bouclier », dont parle le maréchal Juin, seront des brigadiers et des divisionnaires. Les actions de la guerre subversive ressortissent ordinairement à des commandos, à des compagnies, à des bataillons. Ce sont là, certes, des sphères de commandement bien différentes ; on n'en remarquera pas moins que ces deux formes de guerre que nous comparons, réclament à l'officier, quelle que soit sa place dans la hiérarchie, les mêmes aptitudes intellec-

tuelles et morales. D'où l'on conclura valablement que les expériences de la guerre d'Algérie décantent des cadres aptes à prendre leurs responsabilités sous la menace de l'obus ou de l'engin atomique tactique. D'autant plus que c'est parmi les capitaines et les commandants de 1960 que le « jeu normal de l'avancement » sélectionnera les généraux de demain.

* * *

A la fin de l'hiver 1956, le gouvernement de M. Guy Mollet décidait de rappeler 100 000 hommes sous les drapeaux, pour les envoyer en Afrique du Nord. Ce faisant, il prenait sur lui une lourde responsabilité et assumait un assez grand risque. Quelle allait être, en effet, la réaction des rappelés dans un pays où, le 2 janvier précédent, 4 711 077 citoyens et citoyennes, représentant le quart du corps électoral, avaient envoyé à l'Assemblée nationale, 145 députés communistes ? Le fait est que le départ et le transport de ce premier contingent donnèrent lieu, ici ou là, à des manifestations d'indiscipline. Par endroits, l'insuffisance ou la maladresse des gradés laissa libre champ à de petites équipes d'agitateurs civils et militaires. Mais bientôt tout se tassa et rentra dans l'ordre.

Faut-il admettre que le superbe exemple de vaillance donné par la garnison de Dien-Bien-Phu, avait retenti au sein de la jeunesse française, à la manière du légendaire cor de Roland ? Les valeurs morales, à vrai dire, ne se chiffrent pas, c'est pourquoi Bismarck les qualifiait d'« impondérables, » tout en en tenant le plus grand compte. Il faut admettre aussi que, rendu sur place, le soldat s'est rendu compte que l'Algérie valait la peine d'être conservée à la France, que le colon n'était pas la brute avide et sanguinaire qu'on lui dépeignait dans son journal, ni le fellagha un combattant de la liberté, à l'image des résistants de la deuxième guerre mondiale, ainsi qu'on avait cherché à le lui représenter. Ces observations salutaires n'eussent, toutefois, servi à rien, si ces hommes ne s'étaient pas trouvés encadrés par des sous-officiers et

des officiers de très haute valeur et s'imposant d'emblée à leur estime par l'exemple.

Comme on sait, le service militaire en France, en raison de la guerre d'Algérie, s'étend aujourd'hui à deux ans et quatre mois, ce qui constitue un record de ce côté-ci du Rideau de fer. Cette lourde astriction s'impose chaque année à plus de 200 000 jeunes Français. Or force est bien de constater que le nombre des déserteurs métropolitains est demeuré extrêmement faible. On en dénombrait 34 en 1956, 64 en 1957, 47 en 1958 et 43 en 1959. Tels sont les chiffres dont faisait état M. Pierre Messmer, ministre des Armées, au cours d'une conférence de presse, tenue rue Saint-Dominique, le 4 mai dernier. Nous n'avons aucune raison de mettre en doute la parole de cet ancien combattant de Bir-Hakeim, mais nous voudrions encore faire remarquer que parmi les insoumis qui ont cherché un refuge en Suisse, une faible minorité seulement appartient à ce que, dans les milieux de gauche et d'extrême-gauche, on est convenu d'appeler les « classes travailleuses ». On conclura de cet état de choses que les campagnes défaitistes, tolérées au nom de la liberté de la presse, dans certains hebdomadaires et quotidiens « progressistes » qui s'impriment dans la capitale, n'éveillent, malgré qu'on en ait, aucune résonance dans la masse de la jeunesse française.¹

Il y a, certes, le cas des étudiants, « sursitaires » pour la plupart. Dans leurs rangs, nombreux sont ceux qui à l'imitation de certains de leurs professeurs, maudissent la guerre d'Algérie avec d'autant plus de virulence qu'ils ne sont pas appelés à y participer de leur personne. Mais ils ne rencontrent pas l'audience de leurs contemporains moins favorisés, et l'on peut aussi se demander quels seront demain, au sein de la nation, la situation morale et le prestige de ces « intellectuels » qui aujourd'hui mettent tout en œuvre pour se

¹ Remarquons au surplus que le jargon pseudophilosophique dans lequel s'impriment ces organes, stérilise leur action dans la masse.

soustraire à l'épreuve qu'ont acceptée avec discipline, le paysan, l'ouvrier et l'employé de bureau... Remarquons à ce propos que les syndicats de l'enseignement qui se mirent en grève pour protester contre l'avènement du général de Gaulle, le firent au milieu de l'indifférence, voire des haussements d'épaules.

C'est un fait, dans tous les cas, que les événements d'Algérie ont tari à sa source, le recrutement populaire du parti communiste français qui, de la sorte, vieillit insensiblement et perd ses assises dans la nation. Nous n'y voyons, certes, aucun inconvénient, mais ce n'est pas tout. Loin de là. En effet, si le soldat libéré a reçu dans la plupart des cas, une ineffaçable empreinte patriotique en Afrique du Nord, il fera profiter de ses expériences vécues, sa famille, ses voisins, camarades de bureau ou d'atelier. N'oublions pas, au surplus, que revenu dans ses foyers, il s'est inscrit à une association d'anciens combattants, au sein de laquelle se maintient le contact entre le réserviste et l'armée active et où le premier demeure encadré. Il s'ensuit que le sentiment national se durcit en France.

* * *

En posant la plume, nous nous sommes demandé si telle et telle de nos remarques de caractère politique étaient bien en place dans une revue d'officiers. Mais aussi, comment traiterai-je du sujet de la guerre révolutionnaire, sans en analyser les ressorts idéologiques et sociologiques ? C'est ce dont a traité, de façon magistrale, l'auteur américain Raymond L. Garthoff, dans le premier chapitre de son volume intitulé *Doctrine militaire soviétique* ». ¹ La stratégie, nous démontre-t-il, consiste, pour les Russes, dans une parfaite continuité reliant l'action politique à l'action armée et dans l'agencement adéquat de leur interaction. Tenons-nous en à cette référence qui éclaire notre propos.

Major Ed. BAUER

¹ Un volume, Paris, Librairie Plon, 1956.